L'Abeille de la Nouvelle-Orleans

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 8 AVRIL 1886.

PETITES ANNONCES.

A VENDRE

A VENDRE—Un bon cottage, ayant 7 chambres (No 317 Villere, près Esplanade. S'adresser à J. A. Huard, No 19 rue St-Louis, de 3 h. à 5 h. P. M. 7av—10f

DEMANDES.

ON demande—1000 Crazy Quilts pour la Grande Exhibition de Crazy Quilts, qui s'ouvrira le Jeudi, 8 avril, au Musée de Robinson. Voyez les Prix suivants : Hirschthal, 93 rue du Canal. Envoyez de suite vos Quilts. 4avril—4f

Pectoral-Cerise d'Ayer.

Il n'y a pas de maladies aussi perfides dans leurs attaques que celles qui affectent la gorge et les poumons ; et aucune qui ne soit aussi négligée par la majorité des malades. Cependant une toux ou un rhume ordinaire négligé n'est souvent que le commencement d'une maladie mortelle. LE PECTORAL-CERISE a prouvé son efficacité par une lutte triomphante de quarante années contre les maladies de la gorge et des poumons ; l'important est de s'en servir à temps.

Toux persistante guérie.

"En 1857 je pris un gros rhume de poitrine. Une violente toux s'en suivit et je passai de longues nuits sans sommeil. Je fus condamné par les médecins. En dernier ressort, j'essayai du PECTORAL-CERISE D'AYER, et bientôt après, mes poumons se dégagèrent, le sommeil, si nécessaire à la réparation des forces, me revint. Par un usage continu du PECTORAL j'ai obtenu une guérison complète et radicale. J'ai à présent ce mal, je suis robuste et vigoureux, et c'est à votre PECTORAL-CERISE que je le dois ; je puis dire en toute sincérité qu'il m'a sauvé la vie."

HORACE FAIRBROTHER."
Rockingham, Vt., 15 Juillet, 1882.

Croup—Écoutez une Mère.

"Pendant un séjour à la campagne, l'hiver dernier, mon petit garçon, âgé de trois ans, fut attaqué du croup ; sa respiration devint si pénible qu'il semblait près de mourir, il étouffait. Quelqu'un dans la famille suggéra l'emploi du PECTORAL-CERISE D'AYER, dont il y avait toujours un flacon dans la maison. Nous essayâmes à faibles doses, souvent répétées, et à notre grand joie, en moins d'une demi-heure, le petit malade respirait librement. Le docteur nous assura que le PECTORAL-CERISE avait sauvé la vie de mon cher. Jugez de ma gratitude ! A vous sincèrement,

MRS. EMMA GEDNEY."
159 West 128th St., New York, 16 Mai, 1882.

Bronchites.

"Je souffrais depuis huit ans des Bronchites ; en vain j'avais essayé de tous les remèdes possibles, quand l'idée me vint d'essayer le PECTORAL-CERISE D'AYER, une bonne inspiration, comme vous voyez, puisque je suis guéri.

JOSEPH WALDEN."
Byhalia, Miss., 5 Avril, 1882.

Il n'existe pas de cas où une affection de la gorge ou des poumons ne puisse être grandement soulagée par l'emploi du PECTORAL-CERISE D'AYER. La guérison est certaine quand la maladie est prise à temps.

PRÉPARÉ PAR

Dr. J. C. Ayer & Co., Lowell, Mass.

Vendu par tous les droguistes.

DENTISTES.

G. P. MALONEY, D. S. D.,
DENTISTE.
BUREAU ET RÉSIDENCE :
150.....RUE DU CANAL.....150
Près Baronne.
Dentiste du Convent des Dames Ursulines.
Travaux dentaires de tous genres à des prix raisonnables.
Extraction de dents sans douleur.
Marchand de tous articles de dentiste au prix de fabrique. 25août—

C. E. KELLS & M. VIET.
CHIRURGIENS-DENTISTES
No. 12 rue Dauphine, immédiatement après l'édifice formant l'angle de la rue du Canal.
Opérations de tout genre de la dent
le ressort de leur art.
Pose de palais artificiels.

NOUVEAU STOCK.
PERSIENNES
Nouvellement reçues.
A. Brousseau Fils,
23 et 25 rue de Chartres.
TAPIS
Anglais et Américains aux plus bas prix.
CORTICONE, TOILE CIRÉE, LINOLEUM.
Rideaux
Suisses, Nottingham, Madras et Turcomans
RIDEAUX PORTIERES ET TRINGLES.
NATTES DE CHINE
De toutes sortes et des dernières nuances.
Le plus bel assortiment de Tapisserie et d'Etoffes pour Rideaux. 9 oct—1an

Bandages, Herniaires, Brotelles, Suspensoirs pour l'abdomen, Béquilles, Jambes et Bras Artificiels, Etc.
Faits sur commande et ajustés par
A. MEDERMOTT,
147 rue Canal, Nouvelle-Orléans.
N. B.—Chaque instrument est garanti de donner satisfaction sous tous les rapports.
24 fév—1an

Léon Godchaux
81, 83 et 85 rue du Canal,
Nouvelle-Orléans, Lne.
VETEMENTS
D'AUTOMNE ET D'HIVER.
Nous avons manufacturé dans les derniers soixante jours notre stock de marchandises qui est maintenant complet en
VETEMENTS
— POUR —
Messieurs, Jeunes Gens et Enfants,
de tous les âges, de toutes les qualités et en toutes ventes
Aux Prix les Plus Réduits.
En articles de toilette, notre assortiment comprend toutes les nouveautés de la saison. Rien n'a été négligé pour capter la fantaisie et plaire aux goûts de nos clients.
Notre département de Coupe est pourvu des dernières modes, et nous sommes prêts à confectionner toutes sortes de vêtements.
Les ordres de la campagnes seront comme à l'ordinaire exécutés avec soins et promptitude. Echantillons et mesures envoyés sans frais, sur demande.
Articles Militaires une Spécialité.
27 oct 85— 1an, Dim, Mar J

PROCUREZ-VOUS LE!
ANNUAIRE DE 1886,
Le moyen le plus rapide et le plus sûr
d'obtenir un exemplaire de cet ouvrage de valeur, est de le faire prendre au bureau de l'Abeille. Une demande faite par carte postale recevra la plus prompte attention.
L. SOARDS, Editeur.
5, Commercial Place, près Camp.

ÉTRANGERS
—DEMANDEZ—
LA MAPPE DE LA VILLE
DE LA
NOUVELLE-ORLÉANS
DE
SOARDS.
Prix, 50 cents (Argumaire de poche).
LE GUIDE DE SOARDS donnant tous les détails sur la ville et les noms des rues.
En un volume, prix 25 cents.
En vente dans tous les dépots de journaux, librairies etc. 12fév—

L. S. L.
Rappelez-vous

Que cette loterie est la seule qui ait été votée et ratifiée par le peuple d'un Etat.

TOUS LES LOTS GAGNANTS
PAYÉS EN PLEIN.

GRANDE CHANCE
—POUR—
UNE FORTUNE!
Le Grand Tirage Mensuel
A $5 00
CLASSE D,
DE LA COMPAGNIE DE
LOTERIE
DE L'ETAT
DE LA LOUISIANE
Aura lieu à la
Nlle - Orléans, Lne.,
MARDI, 13 Avril 1886.

CHARTE.

Paroisse d'Orléans,
Ville de la Nlle-Orléans. }

QU'ON SACHE que ce vingt-troisième jour du mois de mars, de l'année mil huit cent quatre-vingt-six, parvenant moi, FREDERICK ZENGEL, notaire dûment commissionné et qualifié pour la ville de la Nlle-Orléans, dans la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, domicilié en la dite ville et paroisse, en la présence des témoins ci-après nommés et du soussigné, ont comparu personnellement les parties dont les noms figurent plus bas, lesquelles ont déclaré que, s'appuyant sur les dispositions des lois de l'Etat relatives à l'organisation de corporations pour travaux d'utilité publique, et plus particulièrement sur les dispositions de la loi 125 de 1880, approuvée le 10 avril 1880, elles ont par les présentes convenu, pour leur compte personnel et pour celui de leurs associés et successeurs, de se former en association ou corporation pour remplir les fins ci-après indiquées, en se conformant aux règlements privants, savoir :

ARTICLE Ier.

Le nom et titre de cette corporation sera la

NEW ORLEANS DRAINING
—AND—
PAVING ASSOCIATION.
(L'Association de Drainage et de Pavage de la Nlle-Orléans.)

L'association existera sous ce nom et se perpétuera pendant une période de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de cette date.

ARTICLE II.

Le but que se propose cette corporation, les fins qu'elle doit accomplir, dans l'ilec borne de ses opérations sont ce qui suit : Executer des travaux d'utilité publique pour drainer, dessécher, niveler, arroser et paver la ville de la Nlle-Orléans. Pour réaliser ce programme elle pourra, sous son nom de corporation, conclure des marchés, actionner en justice, être actionnée, avoir et employer un sceau avec telle devise qu'elle choisira, acquérir, vendre, aliéner, échanger ou briser ledit sceau ; détenir, recevoir affermer, acheter, hypothéquer, affecter comme garantie tout immeubles, droits et propriétés et tous biens mobiliers ; émettre des obligations et en assurer le paiement au moyen d'hypothèques ; acquérir des propriétés par achat ou par expropriation pour accomplir les fins de la corporation ; nommer tels employés, administrateurs, directeurs et agents que ses intérêts exigeront ; décréter et établir tels réglements pour l'administration de ses affaires qu'elle jugera convenable et nécessaire ; passer des contrats avec des individus, des corporations, l'Etat de la Louisiane ou la corporation municipales, dans les limites exprimées et de payer les rues de la Nlle-Orléans ; acquérir et mettre en vigueur tels privilèges sur les propriétés drainées et pavées qu'elle que la loi accorde en pareils cas ; accomplir tous les autres actes qui seront nécessaires pour l'exécution du but qu'elle se propose.

ARTICLE III

Le domicile de la corporation sera dans la ville de la Nlle-Orléans, Etat de la Louisiane. Les assignations ou autres significations de procédures judiciaires seront adressées au président de la corporation ; en son absence ou dans le cas où il serait frappé d'incapacité, au vice président ; en l'absence de ce dernier, au secrétaire et trésorier ou dans le cas où ils seraient frappés d'incapacité, au secrétaire.

ARTICLE IV.

Les affaires de ladite corporation seront gérées et administrées par un Conseil de Directeurs composés de sept membres, à savoir, démission ou incapacité, ou bien de forfaiture du titre de membre par tout membre de la corporation, son intérêt dans la corporation cessera et dans la propriété incorporée, ne sera pas transféré à ses héritiers ni à ses représentants, ni à ses légataires, mais retournera à la corporation, et à elle seule, dans la corporation, aucune partie de l'actif de la corporation ne seront réversibles sur les héritiers, représentants ou légataires de tel membre, pour qui qui aura résigné, ou qui aura été frappé d'incapacité, ou qui aura forfait à son titre de membre.

ARTICLE IV.

Les livres de la corporation seront à des intervalles réguliers soumis à l'inspection de chacun et de tous les contribuables de la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE X.

La corporation ne déclarera ni ne paiera à aucun membre un dividende, et ne paiera à aucun dera tout son actif et ses profits jusqu'à sa dissolution, lesquels actifs distribués ainsi qu'il est stipulé plus bas.

A l'expiration de cette charte, ou si la corporation est dissoute plus tôt, au moment de cette dissolution de la corporation, tout l'actif qu'elle pourrait avoir en mains, de quelque nature qu'il soit, après le paiement des dettes de la corporation, sera distribué entre les gens de la Nouvelle-Orléans ; et à la dissolution de cette corporation, aucun des profits, aucune partie de l'actif qui pourraient rester entre les mains des officiers de la corporation, ne seront distribués parmi les membres de la corporation, mais le tout sera payé à la ville de la Nouvelle-Orléans ainsi qu'il est prescrit plus haut.

ARTICLE XI.

Nul ne sera éligible comme membre de cette corporation s'il n'est pas contribuable et un électeur pour les élections publiques pour lesquelles il a reçu un salaire ou des honoraires, ou s'il a été candidat à une place quelconque dans l'emploi ou service public ou membre de cette corporation ; et si un membre de cette corporation est candidat à une place publique, ou acceptera une place dans l'emploi ou service public, il perdra ipso facto son titre de membre de cette corporation.

ARTICLE XII.

Toutes vacances dans le Conseil des Directeurs, causées par la mort, la démission, la destitution ou vacance de membre de cette corporation, ainsi qu'il est prévu dans le numéro X, ledit cédent et les articles suivants XIII, XIV et XV, seront remplies par le Conseil de Directeurs, pourvu que le personne ainsi nommées n'occupent leurs fonctions que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la corporation, époque à laquelle une élection aura lieu pour remplir la vacance ainsi créée.

ARTICLE XIII.

Aucune personne ayant un contrat quelconque avec cette corporation, ne sera éligible comme membre de celle-ci ; et si un membre de cette corporation est partie à un contrat quelconque avec cette corporation, ou y est intéressé, il aura forfait ipso facto son titre de membre de cette corporation.

ARTICLE XIV.

Tout membre de cette corporation s'abtenant d'assister à deux assemblées suivies, ipso facto perdra sa qualité de membre, à moins qu'il ne puisse présenter par écrit des raisons à la prochaine assemblée annuelle, raisons que les deux tiers de l'assistance devront considérer valables. La corporation en cause sera nécessairement privé du droit de voter en la circonstance.

ARTICLE XV.

Tout membre du Conseil d'administration qui s'absentera de deux assemblées mensuelles consécutives du dit Conseil, perdra ipso facto sa charge et son titre de membre, à moins qu'il ne puisse invoquer une bonne excuse qui explique son absention, laquelle excuse le Conseil acceptera ou repoussera par un vote des deux tiers de ses membres. Le membre en cause n'aura pas le droit de voter.

ARTICLE XVI.

Le premier Conseil d'administration de cette corporation se composera de M. Isidore Newman, Sr., Aristide Delvaille, Adolph Schreiber, Edouard Fenner, Peter S. Lawton, Jacob Born, Henri Lochte, Dr W. H. Watkins et J. H. Kelleher. En cette qualité, MM. Isidore Newman, Sr., Edouard Fenner et Peter S. Lawton serviront jusqu'au 2me Lundi de janvier 1887 ; Adolph Schreiber, Aristide Delvaille et Jacob Borde, jusqu'au 2me lundi de janvier 1888 ; et J. H. Kelleher, le Dr W. H. Watkins et Henry Lochte jusqu'au 2me lundi de janvier 1889.

M. Edouard Fenner est élu président de la corporation ; et ledit Conseil d'administration et le président entreront en fonctions ainsi qu'il est pourvu ailleurs.

ARTICLE XVII.

Cette corporation sera dissoute à l'expiration de sa charte ou plus tôt sur un vote des trois-quarts de ses membres, à une assemblée qui sera convoquée dans ce but spécial, chaque membre en recevant avis par écrit, et par la voie des journaux, trente jours au moins à l'avance. La dissolution s'effectuera sous la direction de trois commissaires choisis par la corporation.

Ce tirage ainsi que tous les autres auront lieu sous la surveillance immédiate et la direction de

GEN. G. T. BEAUREGARD,
DE LA LOUISIANE, ET DU
GEN. JUBAL A. EARLY,
DE LA VIRGINIE.

GROS LOT
$75.000
1,967 Lots, montant en tout à
$265,500.

Le tirage commencera positivement
A ONZE HEURES A. M.,
— A —
L'ACADÉMIE DE MUSIQUE.

VOYEZ LE PLAN.

PLAN EXTRAORDINAIRE,

100,000 Billets à $5 chacun.

Billet entier, $5 ; Fractions—Cinquièmes en proportion.

A vendre à toutes les agences de la Nouvelle-Orléans et au bureau de la COMPAGNIE DE loterie de l'Etat de la Louisiane.

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.

Pour plus de renseignements, écrire très lisiblement, en donnant son adresse.

IMPORTANT.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, change de New York ou traites sur la Nouvelle-Orléans.

Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être envoyées par l'Express.

(Nous payons les frais d'express sur toutes les sommes de $5 ou plus.

Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.
P. O.

Adresser vos lettres enregistrées et faire vos mandats sur la poste (money orders payables à
New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de ...	$75,000, soit		$75,000
1 Lot de ...	25,000,.....		25,000
1 Lot de ...	10,000,.....		10,000
2 Lots de ...	6,000,.....		12,000
2 Lots de ...	2,000,.....		10,000
10 Lots de ...	1,000,.....		10,000
20 Lots de ...	500,.....		10,000
100 Lots de ...	200,.....		20,000
300 Lots de ...	100,.....		30,000
500 Lots de ...	50,.....		25,000
1,000 Lots de ...	25,.....		25,000

PRIX D'APPROXIMATION :

9	Lots d'approximation de $750 chacun pour les neuf unités restant du numero qui aura gagné le lot de $75,000, soit.....		$6,750
9	Lots d'approximation de $500 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $50,000, soit.....		4,500
9	Lots d'approximation de $250 chacun pour les neuf unités restant du numeso qui aura gagné le lot de $25,000, soit.....		2,250
1,967 Lots se montant à			$265,500

CERTIFICAT.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui sont sous notre l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de tous les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. A. Early

PROCLAMATION.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Ville de District pour la Paroisse d'Orléans.

QU'ON SACHE que ce vingt-troisième jour du mois de mars, de l'année mil huit cent quatre-vingt-six, parvenant moi, FREDERICK ZENGEL, notaire dûment commissionné et qualifié pour la ville de la Nlle-Orléans, dans la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, domicilié en la dite ville et paroisse, en la présence des témoins ci-après nommés et du soussigné, ont comparu personnellement les parties dont les noms figurent plus bas, lesquelles ont déclaré que, s'appuyant sur les dispositions des lois de l'Etat relatives à l'organisation de corporations pour travaux d'utilité publique, et plus particulièrement sur les dispositions de la loi 125 de 1880, approuvée le 10 avril 1880, elles ont par les présentes convenu, pour leur compte personnel et pour celui de leurs associés et successeurs, de se former en association ou corporation pour remplir les fins ci-après indiquées, en se conformant aux règlements privants, savoir :

ARTICLE Ier.

Le nom et titre de cette corporation sera la

NEW ORLEANS DRAINING
—AND—
PAVING ASSOCIATION.
(L'Association de Drainage et de Pavage de la Nlle-Orléans.)

L'association existera sous ce nom et se perpétuera pendant une période de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de cette date.

ARTICLE II.

Le but que se propose cette corporation, les fins qu'elle doit accomplir, dans l'ilec borne de ses opérations sont ce qui suit : Executer des travaux d'utilité publique pour drainer, dessécher, niveler, arroser et paver la ville de la Nlle-Orléans. Pour réaliser ce programme elle pourra, sous son nom de corporation, conclure des marchés, actionner en justice, être actionnée, avoir et employer un sceau avec telle devise qu'elle choisira, acquérir, vendre, aliéner, échanger ou briser ledit sceau ; détenir, recevoir affermer, acheter, hypothéquer, affecter comme garantie tout immeubles, droits et propriétés et tous biens mobiliers ; émettre des obligations et en assurer le paiement au moyen d'hypothèques ; acquérir des propriétés par achat ou par expropriation pour accomplir les fins de la corporation ; nommer tels employés, administrateurs, directeurs et agents que ses intérêts exigeront ; décréter et établir tels réglements pour l'administration de ses affaires qu'elle jugera convenable et nécessaire ; passer des contrats avec des individus, des corporations, l'Etat de la Louisiane ou la corporation municipales, dans les limites exprimées et de payer les rues de la Nlle-Orléans ; acquérir et mettre en vigueur tels privilèges sur les propriétés drainées et pavées qu'elle que la loi accorde en pareils cas ; accomplir tous les autres actes qui seront nécessaires pour l'exécution du but qu'elle se propose.

ARTICLE III

Le domicile de la corporation sera dans la ville de la Nlle-Orléans, Etat de la Louisiane. Les assignations ou autres significations de procédures judiciaires seront adressées au président de la corporation ; en son absence ou dans le cas où il serait frappé d'incapacité, au vice président ; en l'absence de ce dernier, au secrétaire et trésorier ou dans le cas où ils seraient frappés d'incapacité, au secrétaire.

ARTICLE IV.

Les affaires de ladite corporation seront gérées et administrées par un Conseil de Directeurs composés de sept membres, à savoir, démission ou incapacité, ou bien de forfaiture du titre de membre par tout membre de la corporation, son intérêt dans la corporation cessera et dans la propriété incorporée, ne sera pas transféré à ses héritiers ni à ses représentants, ni à ses légataires, mais retournera à la corporation, et à elle seule, dans la corporation, aucune partie de l'actif de la corporation ne seront réversibles sur les héritiers, représentants ou légataires de tel membre, pour qui qui aura résigné, ou qui aura été frappé d'incapacité, ou qui aura forfait à son titre de membre.

ARTICLE IV.

Les livres de la corporation seront à des intervalles réguliers soumis à l'inspection de chacun et de tous les contribuables de la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE X.

La corporation ne déclarera ni ne paiera à aucun membre un dividende, et ne paiera à aucun dera tout son actif et ses profits jusqu'à sa dissolution, lesquels actifs distribués ainsi qu'il est stipulé plus bas.

A l'expiration de cette charte, ou si la corporation est dissoute plus tôt, au moment de cette dissolution de la corporation, tout l'actif qu'elle pourrait avoir en mains, de quelque nature qu'il soit, après le paiement des dettes de la corporation, sera distribué entre les gens de la Nouvelle-Orléans ; et à la dissolution de cette corporation, aucun des profits, aucune partie de l'actif qui pourraient rester entre les mains des officiers de la corporation, ne seront distribués parmi les membres de la corporation, mais le tout sera payé à la ville de la Nouvelle-Orléans ainsi qu'il est prescrit plus haut.

ARTICLE XI.

Nul ne sera éligible comme membre de cette corporation s'il n'est pas contribuable et un électeur pour les élections publiques pour lesquelles il a reçu un salaire ou des honoraires, ou s'il a été candidat à une place quelconque dans l'emploi ou service public ou membre de cette corporation ; et si un membre de cette corporation est candidat à une place publique, ou acceptera une place dans l'emploi ou service public, il perdra ipso facto son titre de membre de cette corporation.

ARTICLE XII.

Toutes vacances dans le Conseil des Directeurs, causées par la mort, la démission, la destitution ou vacance de membre de cette corporation, ainsi qu'il est prévu dans le numéro X, ledit cédent et les articles suivants XIII, XIV et XV, seront remplies par le Conseil de Directeurs, pourvu que le personne ainsi nommées n'occupent leurs fonctions que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la corporation, époque à laquelle une élection aura lieu pour remplir la vacance ainsi créée.

ARTICLE XIII.

Aucune personne ayant un contrat quelconque avec cette corporation, ne sera éligible comme membre de celle-ci ; et si un membre de cette corporation est partie à un contrat quelconque avec cette corporation, ou y est intéressé, il aura forfait ipso facto son titre de membre de cette corporation.

ARTICLE XIV.

Tout membre de cette corporation s'abtenant d'assister à deux assemblées suivies, ipso facto perdra sa qualité de membre, à moins qu'il ne puisse présenter par écrit des raisons à la prochaine assemblée annuelle, raisons que les deux tiers de l'assistance devront considérer valables. La corporation en cause sera nécessairement privé du droit de voter en la circonstance.

ARTICLE XV.

Tout membre du Conseil d'administration qui s'absentera de deux assemblées mensuelles consécutives du dit Conseil, perdra ipso facto sa charge et son titre de membre, à moins qu'il ne puisse invoquer une bonne excuse qui explique son absention, laquelle excuse le Conseil acceptera ou repoussera par un vote des deux tiers de ses membres. Le membre en cause n'aura pas le droit de voter.

ARTICLE XVI.

Le premier Conseil d'administration de cette corporation se composera de MM. Isidore Newman, Sr., Aristide Delvaille, Adolph Schreiber, Edouard Fenner, Peter S. Lawton, Jacob Born, Henri Lochte, Dr W. H. Watkins et J. H. Kelleher. En cette qualité, MM. Isidore Newman, Sr., Edouard Fenner et Peter S. Lawton serviront jusqu'au 2me Lundi de janvier 1887 ; Adolph Schreiber, Aristide Delvaille et Jacob Borde, jusqu'au 2me lundi de janvier 1888 ; et J. H. Kelleher, le Dr W. H. Watkins et Henry Lochte jusqu'au 2me lundi de janvier 1889.

M. Edouard Fenner est élu président de la corporation ; et ledit Conseil d'administration et le président entreront en fonctions ainsi qu'il est pourvu ailleurs.

ARTICLE XVII.

Cette corporation sera dissoute à l'expiration de sa charte ou plus tôt sur un vote des trois-quarts de ses membres, à une assemblée qui sera convoquée dans ce but spécial, chaque membre en recevant avis par écrit, et par la voie des journaux, trente jours au moins à l'avance. La dissolution s'effectuera sous la direction de trois commissaires choisis par la corporation.

Le Conseil des Directeurs pourra aussi nommer tels autres employés qu'il jugera nécessaire à l'exécution pour gérer les affaires de l'association ; il pourra fixer les gages ou traitements de tous les fonctionnaires nommés par les présentes. Il votera des réglements qui ne violeront pas l'esprit de la charte, il désignera le lieu des réunions ; il suspendra tout employé négligent ou conduite répréhensible ; il aura, en somme, la direction générale des affaires de la corporation et pourra passer tous actes de vente, aliéner des immeubles ou des biens meubles, les vendre ou les affermer, émettre des obligations, accorder des hypothèques ou donner telle garantie pour le paiement des dites obligations, le tout selon son jugement. Dans ce but aussi, il pourra instituer des procédures judiciaires, en exposant les faits et sera alors traité dans la réunion d'aucune autre affaire pour laquelle la convocation spéciale a eu lieu.

ARTICLE V.

La corporation tiendra des assemblées générales le second lundi de janvier, le second lundi d'avril, le second lundi de juillet et le second lundi d'octobre de chaque année et au passing l'un de ces jours serait un jour férie, l'assemblée aura lieu ce même jour le jour légal suivant.

La première assemblée chaque année sera l'assemblée réguliere annuelle.

Le Président pourra convoquer des séances spéciales quand il le jugera nécessaire ; il convoquera une séance spéciale sur la demande écrite de dix membres de la corporation, pourvu toutefois que l'avis de toutes séances spéciales soient donnés à chaque membre de la corporation. Aucune affaire ne pourra être discutée à une assemblée spéciale, excepté celles qui auront été spécifiées dans la dite convocation.

A l'assemblée annuelle, les membres du Conseil des Directeurs seront élus à la majorité ; ils traiteront toutes affaires se rapportant aux intérêts généraux de la corporation.

Le quorum pour la transaction des affaires à toute assemblée de la corporation, consistera en vingt membres et aucun membre ne pourra voter sur aucune question s'il n'est présent au moment où le vote est pris.

ARTICLE VI.

Les nouveaux membres de la corporation seront élus par la corporation, pourvu qu'aucun nouveau membre ne soit élu avant que son nom ait été présenté à une séance régulière de la corporation, précédant celle à laquelle on aura vote sur son sujet, et nul ne pourra être élu membre de la corporation, à moins qu'il ne reçoive à la dite élection les votes des trois-quarts des membres présents.

ARTICLE VII.

Le nombre des membres de la corporation n'excèdera pas cinquante.

ARTICLE VIII.

Nul ne sera membre de cette corporation s'il n'est citoyen de l'Etat de la Louisiane, votant habituel et contribuable de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Le titre de membre de la corporation ne sera pas transférable ; en cas de mort, démission ou incapacité, ou bien de forfaiture du titre de membre par tout membre de la corporation, son intérêt dans la corporation cessera et dans la propriété incorporée, ne sera pas transféré à ses héritiers ni à ses représentants, ni à ses légataires, mais retournera à la corporation, et à elle seule, dans la corporation, aucune partie de l'actif de la corporation ne seront réversibles sur les héritiers, représentants ou légataires de tel membre, pour qui qui aura résigné, ou qui aura été frappé d'incapacité, ou qui aura forfait à son titre de membre.

ARTICLE IX.

Les livres de la corporation seront à des intervalles réguliers soumis à l'inspection de chacun et de tous les contribuables de la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE X.

La corporation ne déclarera ni ne paiera à aucun membre un dividende, et ne paiera à aucun dera tout son actif et ses profits jusqu'à sa dissolution, lesquels actifs distribués ainsi qu'il est stipulé plus bas.

A l'expiration de cette charte, ou si la corporation est dissoute plus tôt, au moment de cette dissolution de la corporation, tout l'actif qu'elle pourrait avoir en mains, de quelque nature qu'il soit, après le paiement des dettes de la corporation, sera distribué entre les gens de la Nouvelle-Orléans ; et à la dissolution de cette corporation, aucun des profits, aucune partie de l'actif qui pourraient rester entre les mains des officiers de la corporation, ne seront distribués parmi les membres de la corporation, mais le tout sera payé à la ville de la Nouvelle-Orléans ainsi qu'il est prescrit plus haut.

ARTICLE XI.

Nul ne sera éligible comme membre de cette corporation s'il n'est pas contribuable et un électeur pour les élections publiques pour lesquelles il a reçu un salaire ou des honoraires, ou s'il a été candidat à une place quelconque dans l'emploi ou service public ou membre de cette corporation ; et si un membre de cette corporation est candidat à une place publique, ou acceptera une place dans l'emploi ou service public, il perdra ipso facto son titre de membre de cette corporation.

ARTICLE XII.

Toutes vacances dans le Conseil des Directeurs, causées par la mort, la démission, la destitution ou vacance de membre de cette corporation, ainsi qu'il est prévu dans le numéro X, ledit cédent et les articles suivants XIII, XIV et XV, seront remplies par le Conseil de Directeurs, pourvu que le personne ainsi nommées n'occupent leurs fonctions que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la corporation, époque à laquelle une élection aura lieu pour remplir la vacance ainsi créée.

ARTICLE XIII.

Aucune personne ayant un contrat quelconque avec cette corporation, ne sera éligible comme membre de celle-ci ; et si un membre de cette corporation est partie à un contrat quelconque avec cette corporation, ou y est intéressé, il aura forfait ipso facto son titre de membre de cette corporation.

ARTICLE XIV.

Tout membre de cette corporation s'abtenant d'assister à deux assemblées suivies, ipso facto perdra sa qualité de membre, à moins qu'il ne puisse présenter par écrit des raisons à la prochaine assemblée annuelle, raisons que les deux tiers de l'assistance devront considérer valables. La corporation en cause sera nécessairement privé du droit de voter en la circonstance.

ARTICLE XV.

Tout membre du Conseil d'administration qui s'absentera de deux assemblées mensuelles consécutives du dit Conseil, perdra ipso facto sa charge et son titre de membre, à moins qu'il ne puisse invoquer une bonne excuse qui explique son absention, laquelle excuse le Conseil acceptera ou repoussera par un vote des deux tiers de ses membres. Le membre en cause n'aura pas le droit de voter.

ARTICLE XVI.

Le premier Conseil d'administration de cette corporation se composera de MM. Isidore Newman, Sr., Aristide Delvaille, Adolph Schreiber, Edouard Fenner, Peter S. Lawton, Jacob Born, Henri Lochte, Dr W. H. Watkins et J. H. Kelleher. En cette qualité, MM. Isidore Newman, Sr., Edouard Fenner et Peter S. Lawton serviront jusqu'au 2me Lundi de janvier 1887 ; Adolph Schreiber, Aristide Delvaille et Jacob Borde, jusqu'au 2me lundi de janvier 1888 ; et J. H. Kelleher, le Dr W. H. Watkins et Henry Lochte jusqu'au 2me lundi de janvier 1889.

M. Edouard Fenner est élu président de la corporation ; et ledit Conseil d'administration et le président entreront en fonctions ainsi qu'il est pourvu ailleurs.

ARTICLE XVII.

Cette corporation sera dissoute à l'expiration de sa charte ou plus tôt sur un vote des trois-quarts de ses membres, à une assemblée qui sera convoquée dans ce but spécial, chaque membre en recevant avis par écrit, et par la voie des journaux, trente jours au moins à l'avance. La dissolution s'effectuera sous la direction de trois commissaires choisis par la corporation.

Le Conseil des Directeurs pourra aussi nommer tels autres employés qu'il jugera nécessaire à l'exécution pour gérer les affaires de l'association ; il pourra fixer les gages ou traitements de tous les fonctionnaires nommés par les présentes. Il votera des réglements qui ne violeront pas l'esprit de la charte, il désignera le lieu des réunions ; il suspendra tout employé négligent ou conduite répréhensible ; il aura, en somme, la direction générale des affaires de la corporation et pourra passer tous actes de vente, aliéner des immeubles ou des biens meubles, les vendre ou les affermer, émettre des obligations, accorder des hypothèques ou donner telle garantie pour le paiement des dites obligations, le tout selon son jugement. Dans ce but aussi, il pourra instituer des procédures judiciaires, en exposant les faits et sera alors traité dans la réunion d'aucune autre affaire pour laquelle la convocation spéciale a eu lieu.

ARTICLE V.

La corporation tiendra des assemblées générales le second lundi de janvier, le second lundi d'avril, le second lundi de juillet et le second lundi d'octobre de chaque année et au passing l'un de ces jours serait un jour férie, l'assemblée aura lieu ce même jour le jour légal suivant.

La première assemblée chaque année sera l'assemblée réguliere annuelle.

Le Président pourra convoquer des séances spéciales quand il le jugera nécessaire ; il convoquera une séance spéciale sur la demande écrite de dix membres de la corporation, pourvu toutefois que l'avis de toutes séances spéciales soient donnés à chaque membre de la corporation. Aucune affaire ne pourra être discutée à une assemblée spéciale, excepté celles qui auront été spécifiées dans la dite convocation.

A l'assemblée annuelle, les membres du Conseil des Directeurs seront élus à la majorité ; ils traiteront toutes affaires se rapportant aux intérêts généraux de la corporation.

Le quorum pour la transaction des affaires à toute assemblée de la corporation, consistera en vingt membres et aucun membre ne pourra voter sur aucune question s'il n'est présent au moment où le vote est pris.

ARTICLE VI.

Les nouveaux membres de la corporation seront élus par la corporation, pourvu qu'aucun nouveau membre ne soit élu avant que son nom ait été présenté à une séance régulière de la corporation, précédant celle à laquelle on aura vote sur son sujet, et nul ne pourra être élu membre de la corporation, à moins qu'il ne reçoive à la dite élection les votes des trois-quarts des membres présents.

ARTICLE VII.

Le nombre des membres de la corporation n'excèdera pas cinquante.

ARTICLE VIII.

Nul ne sera membre de cette corporation s'il n'est citoyen de l'Etat de la Louisiane, votant habituel et contribuable de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Le titre de membre de la corporation ne sera pas transférable ; en cas de mort, démission ou incapacité, ou bien de forfaiture du titre de membre par tout membre de la corporation, son intérêt dans la corporation cessera et dans la propriété incorporée, ne sera pas transféré à ses héritiers ni à ses représentants, ni à ses légataires, mais retournera à la corporation, et à elle seule, dans la corporation, aucune partie de l'actif de la corporation ne seront réversibles sur les héritiers, représentants ou légataires de tel membre, pour qui qui aura résigné, ou qui aura été frappé d'incapacité, ou qui aura forfait à son titre de membre.

ARTICLE IX.

Les livres de la corporation seront à des intervalles réguliers soumis à l'inspection de chacun et de tous les contribuables de la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE X.

La corporation ne déclarera ni ne paiera à aucun membre un dividende, et ne paiera à aucun dera tout son actif et ses profits jusqu'à sa dissolution, lesquels actifs distribués ainsi qu'il est stipulé plus bas.

A l'expiration de cette charte, ou si la corporation est dissoute plus tôt, au moment de cette dissolution de la corporation, tout l'actif qu'elle pourrait avoir en mains, de quelque nature qu'il soit, après le paiement des dettes de la corporation, sera distribué entre les gens de la Nouvelle-Orléans ; et à la dissolution de cette corporation, aucun des profits, aucune partie de l'actif qui pourraient rester entre les mains des officiers de la corporation, ne seront distribués parmi les membres de la corporation, mais le tout sera payé à la ville de la Nouvelle-Orléans ainsi qu'il est prescrit plus haut.

ARTICLE XI.

Nul ne sera éligible comme membre de cette corporation s'il n'est pas contribuable et un électeur pour les élections publiques pour lesquelles il a reçu un salaire ou des honoraires, ou s'il a été candidat à une place quelconque dans l'emploi ou service public ou